

"Liste noire' des pays européens qui aident Israël" dans Corriere della Sera (22 octobre 1973)

Légende: Le 22 octobre 1973, le quotidien italien Corriere della Sera s'inquiète de la décision adoptée par l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) pour bloquer toute livraison de pétrole aux États européens soutenant Israël pendant la guerre du Kippour.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Ottone, Piero. 22.10.1973, n° 41; anno 13. Milano: Corriere della Sera. "Lista nera dei paesi europei da cui arrivano aiuti a Israele", auteur:Petta, Ettore , p. 22.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/liste_noire_des_pays_europeens_qui_aident_israel_dans_corriere_della_sera_22_octobre_1973-fr-0995f2ee-1c81-4d5f-a42f-70defcaefe1b.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

«Liste noire» des pays européens venant en aide à Israël

Elle verrait le jour au Caire – L'évolution soudaine des événements exclut, pour l'instant, une reprise des négociations à Vienne sur le prix du brut – Les mesures prises par les Arabes pourraient coûter mille milliards de lires par an à l'Italie

De notre correspondant

Vienne, le 21 octobre.

Le monde occidental risque de se trouver à la veille d'une crise économique sans précédent, que le cours des événements au Moyen-Orient pourrait bien radicaliser: devant la décision prise par les Arabes d'instituer un embargo pétrolier qui, en ce moment, ne frappe directement que les États-Unis et les Pays-Bas, les pays occidentaux sont placés devant l'alternative suivante: accepter le *diktat* arabe et renoncer à apporter toute espèce d'aide à Israël, ou réagir avec la plus grande fermeté – attitude non exempte de risques – et adopter le point de vue exprimé par le secrétaire général de l'OTAN, M. Luns, selon lequel l'embargo pétrolier serait «quasiment un acte d'hostilité». Il y aurait encore une troisième voie, qui consisterait à attendre que la situation évolue, option qui ne serait possible que si la guerre au Moyen-Orient s'avérait de courte durée; en dehors des entretiens de Kissinger à Moscou, rien, pour l'instant, ne permet de confirmer une telle hypothèse. Aujourd'hui, dans les bureaux viennois de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, régnait une atmosphère de total désarroi. Il est évident que l'OPEP est actuellement contrôlée par les pays du golfe Persique, les autres pays affiliés n'ayant pas voix au chapitre. La situation est telle qu'une reprise des négociations entre l'OPEP et les compagnies pétrolières occidentales sur la question du prix du brut dès ce soir semble exclue. L'embargo, contre lequel les compagnies pétrolières se trouvent actuellement sans défense, a relégué la question du prix du pétrole au second plan.

Le quotidien du Caire *Al Ahram* a proposé que l'embargo soit étendu à tous les pays accueillant des Américains impliqués dans les aides à Israël et a annoncé l'élaboration d'une «liste noire» des pays affichant plus ou moins ouvertement leurs sympathies pour Tel Aviv.

On peut raisonnablement penser que de nombreux pays occidentaux verront leur nom figurer sur cette liste. Dans cette situation, une décision concernant l'attitude à adopter face à l'évidente politique de chantage des pays arabes ne peut être prise que par les seuls gouvernements et non par les compagnies pétrolières, même si certains pays arabes espèrent provoquer un conflit entre les grandes compagnies et leurs gouvernements respectifs.

Aujourd'hui, à Vienne, un représentant d'une compagnie pétrolière a fait remarquer que l'Arabie saoudite se faisant le porte-parole de la politique la plus radicale et qu'elle disposait des moyens nécessaires pour faire en sorte que la décision concernant l'embargo envers les États-Unis et la réduction des approvisionnements destinés aux autres pays occidentaux soit appliquée. D'autre part, l'Arabie saoudite participe au capital d'ARAMCO (groupe qui extrait 95 % du brut saoudien) et on ne voit pas comment les compagnies américaines (*Standard Oil of California, Exxon, Texaco, et Mobil*) pourraient s'opposer à la volonté du gouvernement saoudien.

Il est évident que le rôle primordial de l'Arabie saoudite dans l'approvisionnement de l'Europe et du Japon devrait provoquer – et telle est son intention – une pression accrue des pays occidentaux sur les États-Unis. Par ailleurs, les 1 500 employés américains d'ARAMCO

ont déjà fait parvenir un message à Nixon, dans lequel ils l'exhortent à adopter une politique de neutralité dans le conflit et à s'abstenir d'envoyer des armes à Israël. Le message avait été remis à la Maison Blanche avant que la décision concernant l'embargo ne fût connue: à présent, la situation est plus tendue, bien que les pays occidentaux aient assuré disposer de réserves suffisantes pour faire face à une longue période de crise. On évoque déjà l'éventualité de rationnements, et le gouvernement néerlandais a adopté des mesures restrictives concernant l'approvisionnement en pétrole de la grande raffinerie allemande de Wesseling, près de Cologne.

Selon les estimations de spécialistes, la décision des pays arabes pourrait coûter mille milliards de liras par an à l'Italie. Les importations italiennes de pétrole en provenance des pays du golfe Persique ont représenté, en 1972, 63 % des importations totales de brut.

Ettore Petta